ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 13 mars 1962, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant coordination des lois sur la milice", a donné le 4 avril 1962 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 13e maart 1962 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot coördinatie der dienstplichtwetten", heeft de 4e april 1962 het volgend advies gegeven :

Le projet soumis à l'avis du Conseil d'Etat a pour objet de coordonner à nouveau les dispositions de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service et celles des lois qui l'ont ultérieurement modifiée.

Il soulève les observations suivantes :

A. Article 1er de l'arrêté de coordination.

La coordination doit se faire sur les textes originels et non pas sur une coordination précédente. En effet, une coordination par arrêté royal n'a jamais par elle-même une autorité égale à celle des dispositions légales qui font l'objet de cette coordination. Au surplus les textes originels qui ont été coordonnés le 2 septembre 1957 ont fait l'objet, postérieurement à cette date, de nombreuses modifications dont le Conseil d'Etat doit nécessairement tenir compte aujourd'hui. Nonobstant les références de ces lois modificatives aux textes coordonnés, il est évident que les modifications intervenues ont affecté les dispositions légales elles-mêmes.

Cet article doit donc se lire :

"Article 1er.-

Les dispositions en vigueur de la loi du 13 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service, à l'exception des articles 99 et 100, modifiée par les lois des 5 juillet 1957 et 16 août 1958, par l'arrêté royal du 31 janvier 1961 et par les lois des 21 juin 1961 et 8 mars 1962, sont coordonnées conformément au texte annexé au présent arrêté".

.../...

B. Article 2 de l'arrêté de coordination.

Cet article doit être extrait de l'arrêté en projet et faire l'objet d'un arrêté royal séparé, qui devra être publié en même temps que la loi qu'il met en vigueur, et au plus tard en même temps que l'arrêté de coordination.

COORDINATION PROPREMENT DITE.

Observations préliminaires.

1. La loi que le Gouvernement indique comme étant du 8 mars 1962 n'a pas encore été publiée. Selon la lettre par laquelle le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique saisit le Conseil d'Etat, le texte qui sera publié sera conforme à celui qui figure dans le document Sénat, session 1961-1962, n° 74.

Les observations que le Conseil d'Etat sera amené à faire ci-après sont fonction de cette identité absolue entre le texte qui sera publié et le texte figurant dans le document indiqué ci-dessus. Elles postulent aussi qu'au moment où la coordination sera publiée, la loi du 8 mars 1962 l'aura elle-même été.

Au surplus, le procédé qui consiste à faire établir et à faire examiner par le Conseil d'Etat un projet de coordination de textes dont certains ne sont pas encore connus officiellement n'est pas recommandable; il est de nature à créer des difficultés si le texte publié n'est pas rigoureusement conforme à celui sur lequel le Conseil d'Etat a été appelé à donner son avis.

.../...

2. La coordination devant se faire sur les textes originels, ce sont ces textes qui ont été pris en considération par le Conseil d'Etat et non pas ceux de la coordination précédente.

Article 1er.

Alinéa 5 (typographique) version nerlandaise

Le texte légal porte "Lichtingsterkte" et non "Sterkte van het contingent" et d'autre part "tot vervulling van de werkelijke dienst" et non "tot vervulling van de militaire dienst".

Ces modifications ont été apportées par la coordination du 2 septembre 1957 et signalées en note, sans autre justification. Ces mêmes notes devront être reprises dans la présente coordination.

Alinéa 6, version néerlandaise : après le mot "dienstplichtige" le texte légal ne porte pas de virgule.

Alinéas 9 et 10, version française : le texte légal porte "à une levée" et non "à la levée".

Au même alinéa 10, il n'y a pas de virgule après le mot "physiques".

Alinéa 10, version néerlandaise : le texte légal porte "een volgende" et non pas "de volgende".

.../...

Alinéa 13: Cette disposition devrait, aux termes de la loi du 8 mars 1962 qui la crée, faire l'objet du dernier alinéa de l'article. Sa place logique est celle que lui donne le projet.

Note de bas de page :

Article 1er : article 1er de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 1er de la loi du 5 juillet 1957 et par l'article 1er de la loi du 8 mars 1962.

En note séparée : les notes 1 et 2 de l'article 1er de la coordination de 1957.

Chapitre II : intitulé modifié par la loi du 8 mars 1962, article 2.

Article 2.

§ 2, version néerlandaise : il faut supprimer les mots "wegens lichamelijke ongeschiktheid" (article 3 de la loi du 8 mars 1962).

§ 4, version néerlandaise : le projet omet le mot "militaire" avant le mot "dienst", qui figure dans le texte légal.

§ 5, version française : le texte légal porte une virgule après le mot "paix".

Note de bas de page :

Article 2 : article 2 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 3 de la loi du 8 mars 1962.

.../...

Article 3.

§ 3, version française : la virgule qui figure après le mot "tenu" est à supprimer.

§ 5, version française : la virgule après le mot "la levée" ne figure pas dans le texte légal.

Note de bas de page :

Article 3 : article 3 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 4 de la loi du 8 mars 1962.

Article 4.

§ 3, version néerlandaise : le texte légal porte "belanghebbende"; la coordination du 2 septembre 1957 a introduit le terme "betrokkene". La loi du 8 mars 1962 a repris le terme "belanghebbende". Dans d'autres articles, le législateur de 1962 n'a pas estimé devoir le reprendre.

§ 4, version néerlandaise : à la sixième ligne de ce paragraphe, après le mot "telken jare" le texte légal ne porte pas de virgule.

Note de bas de page :

Article 4 : article 4 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 5 de la loi du 8 mars 1962.

.../...

Article 5.

Note de bas de page :
Article 5 : article 5 de la loi du 15 juin 1951.

Article 6.

§ 2, version française : le texte légal porte "au-delà" et non pas "au delà".

§ 2, version néerlandaise : le texte légal porte "30e" au lieu de "30".

Note de bas de page :
Article 6 : article 6 de la loi du 15 juin 1951.

Article 7.

§ 3, version néerlandaise : in fine de l'alinéa 1er, le texte légal (article 6 de la loi du 8 mars 1962) porte : "Hij wordt evenwel in het buitenland onder dezelfde voorwaarden als de ingeschrevenen gekeurd". Il y a donc lieu de mettre en concordance le texte de la coordination avec le texte légal.

§ 3, alinéa 3, version néerlandaise : le texte légal ne porte pas de virgule après le mot "afkeuring".

Note de bas de page :
Article 7 : article 7 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 3 de la loi du 5 juillet 1957 et par l'article 6 de la loi du 8 mars 1962.

.../...

Article 8.

Version néerlandaise , dixième ligne : le texte légal ne porte pas de virgule après le mot "lichtingen". Il est à remarquer qu'à l'article 8, la coordination reprend le terme "du Ministre des Affaires africaines"; ce terme est repris de l'article 7 de la loi du 8 mars 1962.

Note de bas de page :
Article 8 : article 8 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 7 de la loi du 8 mars 1962.

Article 9.

Note de bas de page :
Article 9 : article 9 de la loi du 15 juin 1951.

Article 10.

§ 1er, 1°, alinéa 3, de la version néerlandaise : le texte légal ne porte pas de virgule après le mot "frank". A la troisième énumération du même alinéa 3, le texte légal porte "of van het bedrag" et non "of met het bedrag". Dans cette même disposition, le texte légal français porte "francs" au lieu de "frs" et le texte légal néerlandais porte "frank" au lieu de "fr".

.../...

§ 1er, 1°, alinéa 6, version néerlandaise : le texte légal porte une virgule après le mot "kalenderjaar".

§ 1er, 1°, alinéa 8, version néerlandaise : le texte légal porte une virgule après les mots "lopende jaar".

§ 1er, 1°, alinéa 10, version néerlandaise : le texte légal porte "de wetten omtrent de inkomstenbelastingen" et non "de wetten op de inkomstenbelastingen".

§ 1er, 5°, in fine, versions française et néerlandaise : il y a lieu de remplacer le point-virgule par un point.

§ 1er, 7°, version néerlandaise : le texte légal porte une virgule après le mot "rekening".

§ 4, 4°, de la version néerlandaise : le texte légal porte "voor de ingeschrevenen die" et non "voor ingeschrevenen, die".

§ 4, 4°, des deux versions : il y a lieu de remplacer le point par un point-virgule.

§ 4, 5°, version française : le texte légal porte une virgule après le mot "étranger".

.../...

Version néerlandaise : le texte légal ne porte pas de virgule après le mot "buitenland".

Note de bas de page :

Article 10 : article 10 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 5 de la loi du 5 juillet 1957, par l'article 1er de l'arrêté royal du 31 janvier 1961 et par l'article 8 de la loi du 8 mars 1962.

Article 11.

§ 1er de la version néerlandaise : le texte légal porte "der aanvragen" et non "van de aanvragen". Il y a lieu de supprimer la virgule après les mots "om uitstel" et d'ajouter une virgule après les mots "werkelijke" dienst" et les mots "buitengewoon uitstel".

Note de bas de page :

Article 11 : article 11 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 6 de la loi du 5 juillet 1957, modifié par l'article 9 de la loi du 8 mars 1962.

Article 12.

§ 1er, version française : il y a lieu de supprimer la virgule après les mots "de paix et suit" et de supprimer la virgule après le mot "militaires".

Version néerlandaise : le texte légal porte une virgule après les mots "en wordt".

.../...

§ 1er, 1°, version française : il y a lieu de supprimer la virgule après les mots "cinq ans au moins".

§ 1er, 1°, version néerlandaise : il y a lieu de supprimer la virgule après les mots "De ingeschrevene" et après les mots "ten minste vijf jaar". D'autre part le texte légal porte "zijn werkelijke of gewone" et non "zijn werkelijke en gewone".

§ 1er, 2°, version néerlandaise : le texte légal porte une virgule après les mots "uitsteltermijnen en die", "van zijn aanvraag", et "de voorwaarden". Il faut remplacer le point par un point-virgule.

§ 1er, 3°, version néerlandaise : in fine, remplacer le point par un point-virgule.

§ 1er, 5°, alinéa 2, version néerlandaise : supprimer la virgule après les mots "of lichaamsgebrek".

§ 1er, 7°, version néerlandaise : supprimer la virgule après les mots "zijn leeftijd".

§ 3, alinéa 1er, version néerlandaise : supprimer le tiret après "dienstplichtige".

D'autre part le texte légal porte "zijnde broeder reeds om" et non"zijnde broeder om".

Note de bas de page :

Article 12 : article 12 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 10 de la loi du 8 mars 1962.

.../...

Section V.

Note de bas de page : intitulé : article 11 de la loi du 8 mars 1962.

Article 13.

Alinéa 1er, version française : la virgule qui figure après "4°" doit figurer après le mot "normaux".

Au même alinéa, version néerlandaise, le texte légal porte une virgule après le mot "uitstel".

Note de bas de page :
Article 13 : article 13 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 11 de la loi du 8 mars 1962.

Article 14.

§ 1er, alinéa 1er, version néerlandaise : supprimer la virgule après le mot "dienstplichtige".

§ 2, alinéa 1er, version néerlandaise : le texte légal porte une virgule après le mot "afgekeurd".

§ 2, alinéa 2, version néerlandaise : le texte légal ne reprend pas le mot "tot" après les mots "vrijstelling of ...".

.../...

§ 3, version néerlandaise : le texte légal porte le mot "gebreken" et non "lichaamsgebreken". Le terme "lichaamsgebreken" au § 3 y a été introduit par la coordination du 2 septembre 1957.

Note de bas de page :

Article 14 : article 14, §§ 1, 2 et 3, alinéa 1er, de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 12 de la loi du 8 mars 1962.

Article 15.

§ 1er, 1°, version française : la virgule après les mots "renvoyé de l'armée" est à supprimer.

§ 1er, 3°, version néerlandaise : le texte légal porte une virgule après le mot "wanbedrijven".

Au même alinéa, le texte légal porte les mots "voorzien onder" et non "omschreven bij"; cette dernière expression est conforme à la terminologie courante.

§ 3, douzième ligne, version néerlandaise : la virgule après le mot "gemaakt" est à supprimer.

Note de bas de page :

Article 15 : article 15 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 13 de la loi du 8 mars 1962.

.../...

Section VII.

Note de bas de page :
Intitulé : article 14 de la loi du 8 mars 1962.

Article 16.

§ 1er, version française : les virgules après le mot "ci-après" et après le mot "mois" sont à supprime

§ 1er, la première partie du premier alinéa des deux versions doit se terminer par deux points.

§ 1er, 1°, version française : après le mot "l'Europe", le point est à remplacer par un point-virgul

Note de bas de page :
Article 16 : article 16 de la loi du 15 juin 1951, rempl cé par l'article 1er de la loi du 21 juin 1961.

Article 17.

Note de bas de page :
Article 17 : article 17 de la loi du 15 juin 1951, modif par l'article 11 de la loi du 5 juillet 1957 et par l'ar cle 15 de la loi du 8 mars 1962.

Article 18.

Note de bas de page :

Article 18 : article 18 de la loi du 15 juin 1951.

.../..

Article 19.

Note de bas de page :
Article 19 : article 19 de la loi du 15 juin 1951.

Article 20.

§ 2, version française : supprimer la virgule après le mot "physique".

§ 2, version néerlandaise : le texte légal porte le mot "gebrekkigheden" et non "lichaamsgebreken". Il est proposé de maintenir le terme de la coordination, avec une référence cependant dans la note de bas de page.

§ 3, alinéa 1er, version française : les virgules qui figurent après le mot "délais" à la quatrième ligne, et après le mot "déjà" à la huitième ligne, sont à supprimer.

Le texte légal porte, par ailleurs, une virgule après le mot "invoque" à la dixième ligne.

§ 3, alinéa 1er, version néerlandaise : le mot "aanvoert", qui figure après le mot "redenen", doit figurer après le mot "militierechtscolleges".

.../...

Note de bas de page :

Article 20 : article 20 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 12 de la loi du 5 juillet 1957 et par l'article 16 de la loi du 8 mars 1962.

(1) Le texte légal dans sa version néerlandaise porte "gebrekkigheden".

Article 21.

§ 1er, version néerlandaise : supprimer la virgule après le mot "bemiddeling".

Note de bas de page :

Article 21 : article 21 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 17 de la loi du 8 mars 1962.

Article 22.

Note de bas de page :

Article 22 : article 22 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 18 de la loi du 8 mars 1962.

.../...

Article 23.

Version néerlandaise : après le mot "aangewezen", le texte légal porte le mot "tenzij" et non "hetzij".

Note de bas de page :

Article 23 : article 23 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 14 de la loi du 5 juillet 1957, modifié par l'article 19 de la loi du 8 mars 1962.

Article 24.

§ 3, version française : après les mots "Le président et" le texte légal porte "ses suppléants" et non "les suppléants".

Note de bas de page :

Article 24 : article 25 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 20 de la loi du 8 mars 1962.

Article 25.

Note de bas de page :

Article 25 : article 26 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 21 de la loi du 8 mars 1962.

Article 26.

Note de bas de page :

Article 26 : article 27 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 17 de la loi du 5 juillet 1957, modifié par l'article 22 de la loi du 8 mars 1962.

.../...

Article 27.

Note de bas de page :
Article 27 : article 28 de la loi du 15 juin 1951.

Article 28.

§ 1er, alinéa 3, version néerlandaise : la virgule après le mot "afwijzen" est à supprimer.

§ 3, alinéa 1er, version néerlandaise : le texte légal porte une virgule après le mot "gezinslid".

§ 3, alinéa 2, version française : le texte légal porte une virgule après le mot "probité".

Au même alinéa, version néerlandaise : le texte légal porte une virgule après le mot "geweten" et le mot "vervullen".

Note de bas de page :
Article 28 : article 29 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 18 de la loi du 5 juillet 1957, modifié par l'article 23 de la loi du 8 mars 1962.

Article 29.

§ 1er, version française : après le mot "président", il y a lieu de remplacer le point par un point-virgule.

§ 1er, version néerlandaise : le texte légal porte une virgule après le mot "militieraad".

Note de bas de page :
Article 29 : article 30 de la loi du 15 juin 1951.

.../...

Article 30.

Version néerlandaise : le mot "hoger" après les mots "... neemt kennis van het ..." ne figure pas dans le texte légal. La note de bas de page devrait signaler que l'expression "beroep" a été remplacée par "hoger beroep", pour des raisons d'unification dans la terminologie.

Note de bas de page :

Article 30 : article 31 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 19 de la loi du 5 juillet 1957.

Article 31.

Note de bas de page :

Article 31 : article 32 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 20 de la loi du 5 juillet 1957.

Article 32.

Première phrase, version néerlandaise : il faut une virgule après les mots "te zijn".

Au 1° de la version néerlandaise : "de naam, de voornamen" et non "de namen, voornamen".

Au 4° : le texte légal porte "sous pli recommandé", et "per aangetekend schrijven".

Note de bas de page :

Article 32 : article 33 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 21 de la loi du 5 juillet 1957 et par l'article 24 de la loi du 8 mars 1962.

.../...

Article 33.

§ 2, version néerlandaise : le texte légal porte "mag de in artikel 32 voorziene".

Note de bas de page :

Article 33 : article 34 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 25 de la loi du 8 mars 1962.

Article 34.

Note de bas de page :

Article 34 : article 35 de la loi du 15 juin 1951.

Article 35.

Note de bas de page :

Article 35 : article 36 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 22 de la loi du 5 juillet 1957.

Article 36.

Note de bas de page :

Article 36 : article 37 de la loi du 15 juin 1951.

Article 37.

§ 2, version française : il ne faut pas de virgule après les mots "expertise médicale".

§ 2, version néerlandaise : il faut une virgule après les mots "artikel 28".

§ 3, version française : il faut une virgule après les mots "ou la dispense".

.../...

§ 3, version néerlandaise : le texte légal porte "als voorzien bij artikel 28, § 4, slechts".

§ 4, version française : supprimer la virgule après les mots "introduit la demande".

Note de bas de page :

Article 37 : article 38 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 26 de la loi du 8 mars 1962.

Article 38.

Note de bas de page :

Article 38 : article 39 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 27 de la loi du 8 mars 1962.

Article 39.

2° , version néerlandaise : supprimer la virgule après les mots "en selectiecentrum" et supprimer la virgule après le mot "ongeschikt".

Note de bas de page :

Article 39 : article 40 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 28 de la loi du 8 mars 1962.

.../...

Article 40.

Alinéa 2, version néerlandaise : le texte légal porte "van de na verbreking".

Note de bas de page :
Article 40 : article 41 de la loi du 15 juin 1951.

Article 41.

Note de bas de page :
Article 41 : article 42 de la loi du 15 juin 1951.

Article 42.

Alinéa 1er, version néerlandaise : il faut une virgule après les mots "de twee geneesheren".

Alinéa 2, version néerlandaise : il faut une virgule après les mots "of de manschappen".

Note de bas de page :
Article 42 : article 43 de la loi du 15 juin 1951.

Article 43.

Version française : il faut lire "demande rejetée" au singulier, comme à l'article 29 de la loi du 8 mars 1962.

Note de bas de page :
Article 43 : article 44 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 29 de la loi du 8 mars 1962.

.../...

Article 44.

Alinéa 1er, version néerlandaise : le texte légal porte "gevallen, voorzien in 1° en 2° van artikel 39, wordt". En outre, il faut une virgule après les mots "stukken overleggen".

Alinéa 2, version néerlandaise : il faut une virgule après les mots "in het buitenland" et une virgule après "artikel 46".

Note de bas de page :
Article 44 : article 45 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 30 de la loi du 8 mars 1962.

Article 45.

§ 1er, version néerlandaise : il faut une virgule après "§ 3".

§ 2, version néerlandaise : le texte légal porte "artikel 42 voorzien".

§ 3, version française : il faut une virgule après les mots "l'expert médical".

Note de bas de page :
Article 45 : article 46 de la loi du 15 juin 1951.

.../...

Article 46.

§ 6, version néerlandaise : il faut une virgule après les mots "de keuring".

Note de bas de page :
Article 46 : article 47 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 31 de la loi du 8 mars 1962.

Article 47.

§ 1er, version néerlandaise : il faut une virgule après les mots "of lichaamsgebrek".

§ 2, alinéa 1er, version néerlandaise : il faut une virgule après les mots "de zittijd".

§ 3, alinéa 1er, version néerlandaise : supprimer la virgule après "land verblijft" et la mettre après "en". En outre, il faut une virgule après "§ 2".

Note de bas de page :
Article 47 : article 48 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 32 de la loi du 8 mars 1962.

Article 48.

Note de bas de page :
Article 48 : article 49 de la loi du 15 juin 1951.

.../...

Article 49.

Alinéa 1er, version française : le texte légal porte "imposés" et non "imposée".

Alinéa 2, version néerlandaise : supprimer la virgule après "§ 1er".

Note de bas de page :

Article 49 : article 50 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 33 de la loi du 8 mars 1962.

Section V. Version néerlandaise : le texte légal porte "in verbreking" et non "in cassatie". Une note de bas de page devrait signaler que pour des raisons d'unification de la terminologie, l'expression "verbreking" a été remplacée par "cassatie". La même observation vaut pour les articles suivants.

Article 50.

Note de bas de page :

Article 50 : article 51 de la loi du 15 juin 1951.

Article 51.

Note de bas de page :

Article 51 : article 52 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 25 de la loi du 5 juillet 1957 et par l'article 34 de la loi du 8 mars 1962.

.../...

Article 52.

Il faut une virgule après les mots "Binnenlandse Zaken".

Note de bas de page :
Article 52 : article 53 de la loi du 15 juin 1951.

Article 53.

Il faut une virgule après "herkeuringsraad" et après "beslissing".

Note de bas de page :
Article 53 : article 54 de la loi du 15 juin 1951.

Article 54.

Alinéa 1er, version néerlandaise : il faut une virgule après les mots "van nietigheid".

Note de bas de page :
Article 54 : article 54 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 36 de la loi du 8 mars 1962.

Article 55.

Note de bas de page :
Article 55 : article 56, §§ 1er et 2,de la loi du 15 juin 1951.

.../...

Article 56.

Note de bas de page :
Article 56 : article 56, § 3, de la loi du 15 juin 1951.

Article 57.

Alinéa 1er, version néerlandaise : il faut une virgule après les mots "militaire wetten".

Note de bas de page :

Article 57 : article 57 de la loi du 15 juin 1951.

Article 58.

§ 2, version néerlandaise : il faut un point après "selectieproeven".

§ 3, version néerlandaise : il faut une virgule après les mots "gestelde dag" et supprimer la virgule après "aanmeldt".

Note de bas de page :
Article 58 , §§ 1er et 2 : article 58 de la loi du 15 juin 1951 modifié par l'article 27 de la loi du 5 juillet 1957.
Article 58, § 3 : article 65 de la loi du 15 juin 1951.

.../...

Article 59.

§ 1er, alinéa 1er, version néerlandaise : le texte légal porte "De geneesheer die aan het hoofd staat van ..." et non "De geneesheer, hoofd van de ...".

Au même alinéa, le texte légal porte une virgule après le mot "dienstplichtigen".

Note de bas de page :
Article 59 : article 59 de la loi du 15 juin 1951.

Article 60.

Supprimer la virgule après le mot "médecin" (version française) et après le mot "geneesheer" (version néerlandaise).

Note de bas de page :
Article 60 : article 60 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 37 de la loi du 8 mars 1962.

Article 61.

Note de bas de page :
Article 61 : article 61 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 38 de la loi du 8 mars 1962.

.../...

Article 62.

Note de bas de page :

Article 62 : article 62 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 39 de la loi du 8 mars 1962.

Article 63.

§ 2, version française : la virgule qui figure après le mot "garnison" doit figurer après le mot "éventuellement".

Au même paragraphe, in fine, le texte légal porte "au centre de sélection" et non "au centre de recrutement et de sélection". A noter qu'il y a une discordance entre la version française et la version néerlandaise, où le texte légal porte "... in het recruterings - en selectiecentrum". Il est proposé de maintenir le texte du projet de coordination avec une référence en bas de page (1).

§ 2, version néerlandaise : le texte légal porte "instructieperiode" et non "opleidingsperiode".

§ 3, 1° , version néerlandaise : le point après le mot "erediensten" est à remplacer par un point-virgule.

Note de bas de page :

Article 63 : article 63 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 29 de la loi du 5 juillet 1957, par l'article 2 de la loi du 21 juin 1961 et l'article 40 de la loi du 8 mars 1962.

(1). Le texte légal porte "au centre de sélection".

.../...

Article 64.

Note de bas de page :
Article 64 : article 64 de la loi du 15 juin 1951.

Article 65.

§ 1er, 1°, version française : la première énumération doit se terminer par un point-virgule.

§ 2, version néerlandaise : le texte légal porte une virgule après le mot "diensplichtige".

Note de bas de page :
Article 65 : article 66 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 41 de la loi du 8 mars 1962.

Article 66.

§ 1er, alinéa 1er, version néerlandaise : le texte légal porte "diensttijd" et non "diensttermijn".

§ 1er, alinéa 3, version néerlandaise : supprimer la virgule après le mot "voorzien".

§ 1er, alinéa 4, version néerlandaise : supprimer la virgule après le mot "maanden".

§ 2, version française : supprimer la virgule après le mot "intéressé".

§ 2, 1°, version néerlandaise : le texte légal porte une virgule après "artikel 58, § 1".

.../...

§ 2, 2°, version néerlandaise : le texte légal porte une virgule après "dienstplichtige".

Il y a lieu de supprimer les guillemets à la fin du 2°, version néerlandaise.

Note de bas de page :

Article 66 : article 67 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 1er de la loi du 16 août 1958 et par l'article 42 de la loi du 8 mars 1962.

Article 67.

Note de bas de page :

Article 67 : article 68, alinéa 1er, de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 31 de la loi du 5 juillet 1957 et par l'article 43 de la loi du 8 mars 1962.

Article 68.

Version française : la virgule qui figure après les mots "les militaires qui" est à supprimer.

Version néerlandaise : supprimer la virgule après "de militairen die" et en mettre une après "artikel 63, § 3, ... ".

Note de bas de page :

Article 68 : article 68, alinéa 2, de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 32 de la loi du 5 juillet 1957.

.../...

Article 69.

Version française : supprimer la virgule après les mots "la qualité de militaire".

Note de bas de page :

Article 69 : article 69 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 34 de la loi du 5 juillet 1957.

Article 70.

Alinéa 1er, version néerlandaise : le texte légal porte "Na het verstrijken van de termijn van de werkelijke dienst en van ... " et non "Na het verstrijken van de werkelijke diensttermijn en van ... ".

Alinéa 2, version française : supprimer la virgule après les mots "dans ce cas".

Version néerlandaise, in fine : le texte légal porte "van het Parlement" et non ",.. Kamers".

Alinéa 3, in fine, version française : le texte légal porte "... dès que son état de santé le permet...". Le texte du projet de coordination est à compléter.

Alinéa 3, version néerlandaise : le texte légal porte "Ziekenhuis".

Note de bas de page :

Article 70 : article 70 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 35 de la loi du 5 juillet 1957, modifié par l'article 45 de la loi du 8 mars 1962.

.../...

Article 71.

§ 1er, version néerlandaise : le texte légal porte "van de termijn van de werkelijke dienst".

§ 2, version néerlandaise : il faut un point-virgule après les mots "militaire gevangenis".

Note de bas de page :

Article 71 : article 71 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 35 de la loi du 5 juillet 1957 et modifié par l'article 46 de la loi du 8 mars 1962.

Article 72.

§ 1er, 2°, alinéa 1er, version néerlandaise : le texte légal porte "Tijdens de werkelijke dienst mogen" et non "Tijdens de werkelijke diensttermijn mogen".

§ 1er, 2°, alinéa 2, versions française et néerlandaise : in fine de cet alinéa, il faut un point-virgule.

§ 1er, 4°, alinéa 2, version néerlandaise : il faut une virgule après "in 3° en 4°".

§ 3, version néerlandaise : supprimer la virgule après le mot "schorsen".

Note de bas de page :

Article 72 : article 72 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 37 de la loi du 5 juillet 1957 et modifié par l'article 47 de la loi du 8 mars 1962.

.../...

Article 73.

Note de bas de page :

Article 73 : article 73 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 38 de la loi du 5 juillet 1957.

Article 74.

Version néerlandaise : il faut une virgule après le mot "omstandigheden".

Note de bas de page :

Article 74 : article 74 de la loi du 15 juin 1951.

Article 75.

Note de bas de page :

Article 75 : article 75 de la loi du 15 juin 1951.

Article 76.

§ 1er, alinéa 1er, version néerlandaise : il faut une virgule après les mots "de maatregelen".

§ 1er, alinéa 2 ; version néerlandaise : supprimer la virgule après le mot "verlenen".

§ 2, version néerlandaise : supprimer la virgule après le mot "deelnemen".

Note de bas de page :

Article 76 : article 76 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 39 de la loi du 5 juillet 1957.

.../...

Chapitre VIII .

Note de bas de page : intitulé : article 48 de la loi du 8 mars 1962. La référence (1) dans ce projet doit être maintenue.

Article 77.

Alinéa 1er, version néerlandaise : il faut une virgule après les mots "In vredestijd".

Alinéa 2, version néerlandaise : il faut une virgule après les mots "van aanneming".

Note de bas de page :
Article 77 : article 77 de la loi du 15 juin 1951.

Article 78.

Alinéa 1er, version néerlandaise : le texte légal porte "een nieuwe dienstverbintenis" et non "een wederdienstneming".

Alinéa 2, version française : le texte légal porte "et des rappelés" et non "et des rappels".

Alinéa 2, version néerlandaise : le texte légal porte "ontslagen" et non "afgedankt".

Note de bas de page :
Article 78 : article 78 de la loi du 15 juin 1951.

.../...

Article 79.

§ 1er, alinéa 3, version néerlandaise : le texte légal porte "diensttijd" et non "diensttermijn".

§ 2, version néerlandaise : le texte légal porte "100.000 frank" et non "100.000 fr".

Note de bas de page :

Article 79 : article 79 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 2 de la loi du 16 août 1958 et par l'article 49 de la loi du 8 mars 1962.

Article 80.

§ 2, version française : le texte légal porte "prévu à l'article 78, alinéa 1er, et" et non "prévu à l'alinéa 1er de l'article 78 et".

§ 2, version néerlandaise : il faut une virgule après le mot "diensttermijn".

Note de bas de page :

Article 80 : article 80 de la loi du 15 juin 1951.

Article 81.

Note de bas de page :

Article 81 : article 81 de la loi du 15 juin 1951.

.../...

Article 82.

Alinéa 1er, version néerlandaise : supprimer la virgule après les mots "vijftien dagen".

Alinéa 2, version néerlandaise : il faut un point-virgule après les mots "mag bedragen".

Note de bas de page :
Article 82 : article 82 de la loi du 15 juin 1951.

Article 83.

Alinéa 1er, version néerlandaise : il faut une virgule après les mots "genomen of de klasse".

Alinéa 3, version française : il faut une virgule après les mots "pour inaptitude physique".

Alinéa 4, version française : supprimer la virgule après les mots "candidat sous-officier auxiliaire".

Note de bas de page :
Article 83 : article 83 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 50 de la loi du 8 mars 1962.

Article 84.

Version française : il faut une virgule après les mots "pendant dix ans".

Note de bas de page :
Article 84 : article 84 de la loi du 15 juin 1951.

.../...

Article 85.

Note de bas de page :
Article 85 : article 85 de la loi du 15 juin 1951.

Article 86.

Alinéa 1er, version néerlandaise : il faut une virgule après le mot "militieverplichtingen". En outre, le texte légal porte "de in krijgsdienst" et non "de in onder de wapenen".

Alinéa 3, version néerlandaise : supprimer la virgule après le mot "ontslagen".

Note de bas de page :
Article 86 : article 86 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 51 de la loi du 8 mars 1962.

Chapitre IX : intitulé : article 52 de la loi du 8 mars 1962.

Article 87.

§ 1er, 1ère phrase, version française, in fine : il faut deux points.

.../...

§ 1er, a, alinéa premier : faire suivre le texte par un renvoi en bas de page (1).

§ 1er, a,b,c, : la fin de ces alinéas (typographiques) se termine par un point. En outre, il faut une virgule après les mots "in leven" et "dezer kinderen".

§ 1er, alinéa 2, remplacer "aus" par "aux".

§ 1er, alinéa 2, 6°, version néerlandaise, in fine, il faut un point.

§ 5, alinéa 2, version française : supprimer la virgule après les mots "le plus âgé".

§ 7 , alinéa 1er, version française : supprimer la virgule après le mot "Annuellement".

§ 8, versions française et néerlandaise : supprimer les virgules.

§ 9, alinéa 2 : il faut une virgule après les mots "vijftien dagen".

Note de bas de page :

Article 87 : article 86bis de la loi du 15 juin 1951, inséré par l'article 44 de la loi du 5 juillet 1957, remplacé par l'article 52 de la loi du 8 mars 1962.

(1) Le contingent spécial a été supprimé par la loi du 8 mars 1962.

.../...

Chapitre X.

Note de bas de page :
Intitulé : article 45 de la loi du 5 juillet 1957.

Article 88.

Alinéa 1er, 1ère phrase, version néerlandaise : il faut une virgule après les mots "De vrouwen".

Alinéa 1er, 1°, version néerlandaise : le texte légal porte "van goed gedrag en zeden zijn;" . L'expression "van goed zedelijk gedrag zijn" est plus correcte.

Alinéa 2, 2°, deuxième phrase, version française : il faut une virgule après les mots "ou de l'adoptant"; dans la version néerlandaise, supprimer la virgule après les mots "moeder of voogd" et il faut une virgule après "en 3e lid".

Note de bas de page :
Article 88 : article 86ter de la loi du 15 juin 1951, inséré par l'article 45 de la loi du 5 juillet 1957.

Article 89.

Alinéa 2, version néerlandaise : le texte légal porte "dienstverbintenis", "opgezegd" et "belanghebbende".

Note de bas de page :
Article 89 : article 86quater de la loi du 15 juin 1951, inséré par l'article 45 de la loi du 5 juillet 1957.

.../...

Article 90.

Note de bas de page :

Article 90 : article 86 quinquies de la loi du 15 juin 1951, inséré par l'article 45 de la loi du 5 juillet 1957.

Article 91.

Alinéa 1er, version française : supprimer la virgule après les mots "non combattantes".

Note de bas de page :

Article 91 : article 86sexies de la loi du 15 juin 1951, inséré par l'article 45 de la loi du 5 juillet 1957.

Article 92.

Note de bas de page :

Article 92 : article 86septies de la loi du 15 juin 1951, inséré par l'article 45 de la loi du 5 juillet 1957.

Article 93.

Note de bas de page :

Article 93 : article 86octies de la loi du 15 juin 1951, inséré par l'article 45 de la loi du 5 juillet 1957.

Article 94.

Note de bas de page :

Article 94 : article 86nonies de la loi du 15 juin 1951, inséré par l'article 45 de la loi du 5 juillet 1957.

.../...

Article 95.

Note de bas de page :

Article 95 : article 86decies de la loi du 15 juin 1951, inséré par l'article 45 de la loi du 5 juillet 1957, remplacé par l'article 53 de la loi du 8 mars 1962.

Article 96.

Première phrase, version néerlandaise : terminer cette phrase par deux points.

2° de la version française : "hostilité" et non "hostillité".

Note de bas de page :

Article 96 : article 87 de la loi du 15 juin 1951.

Article 97.

Alinéa 2, version néerlandaise : supprimer la virgule après les mots "voor de ontheffingen" et il faut une virgule après les mots "zijn gebied".

Alinéa 5, version française : il faut une virgule après les mots "il est prorogé".

Note de bas de page :

Article 97 : article 88 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 46 de la loi du 5 juillet 1957 et par l'article 65 de la loi du 8 mars 1962.

.../...

Article 98.

Note de bas de page :

Article 98, § 1er : article 66 de la loi du 8 mars 1962.
Article 98, § 2 : article 67 de la loi du 8 mars 1962.

Article 99.

Note de bas de page :

Article 99 : article 89 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 47 de la loi du 5 juillet 1957.

Article 100.

Note de bas de page :

Article 100 : article 90 de la loi du 15 juin 1951.

Article 101.

Note de bas de page :

Article 101 : article 91 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 68 de la loi du 8 mars 1962.

Article 102.

§ 3, version française : le texte légal porte une virgule après les mots "... de les faire à personne ou à domicile".

.../...

Il est à noter que le § 3, alinéa 1er, de l'article 102 des lois sur la milice, coordonnées le 2 septembre 1957, (correspondant à l'article 92 de la loi du 15 juin 1951) a été remplacé par l'article 69, a, de la loi du 8 mars 1962.

Dans le présent projet de coordination, l'alinéa 2 du § 3 de l'article 102 des lois coordonnées, dont la teneur suit, n'a pas été repris :

"Lorsque le domicile du milicien est inconnu, les notifications sont valablement faites au bourgmestre du domicile de milice".

Les hypothèses prévues à l'alinéa premier (nouveau) du § 3 et celle qui est prévue à l'alinéa 2 n'étant pas entièrement identiques, il n'est pas certain que le législateur ait abrogé implicitement la disposition reprise à l'alinéa 2. Il n'appartient pas, dès lors, au Roi de considérer cet alinéa comme abrogé; il doit donc être repris dans la coordination.

Note de bas de page :

Article 102 : article 92 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 69 de la loi du 8 mars 1962.

Article 103.

Alinéa 3, version néerlandaise : supprimer la virgule après le mot "begeven".

Note de bas de page :

Article 103 : article 93 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 49 de la loi du 5 juillet 1957.

/...

Article 104.

Note de bas de page :

Article 104 : article 94 de la loi du 15 juin 1951.

Article 105.

§ 1er, 1°, version néerlandaise : la virgule qui figure après "hij die" doit figurer après "vergadering".

§ 1er, 3°, in fine, version néerlandaise : il y a lieu de remplacer le point par un point-virgule.

§ 1er, 4°, version néerlandaise : le texte légal porte une virgule après les mots "... bevoegde overheid de, ... ".

§ 2, version néerlandaise : le texte légal porte une virgule après "§ 1, 1° et 2° ... ".

Note de bas de page :

Article 105 : article 95 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 70 de la loi du 8 mars 1962.

.../...

Article 106.

2°, version néerlandaise : le texte légal porte "een vrijstelling, ...". Quant au passage "ou la désignation pour le contingent spécial", le Conseil d'Etat propose de reprendre dans la note de bas de page que le contingent spécial a été supprimé par la loi du 8 mars 1962 (1).

3°, version néerlandaise : le texte légal porte "een vrijstelling ...". Quant au passage relatif au contingent spécial, voir supra.

Note de bas de page :

Article 106 : article 96 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 51 de la loi du 5 juillet 1957 et par l'article 70 de la loi du 8 mars 1962.

(1) Le contingent spécial a été supprimé par la loi du 8 mars 1962.

Article 107.

§ 1er, 1°, alinéa 1er, version néerlandaise : supprimer la virgule après les mots "De dienstweigeraar die" et après les mots "... niet binnen vijftien dagen..."

§ 1er, 1° : le dernier alinéa des deux versions doit se terminer par un point-virgule.

§ 1er, 4°, version française : le texte légal porte une virgule après le mot "armée".

.../...

A la version néerlandaise, le texte légal porte une virgule après "artikel 15, § 4".

§ 2, version néerlandaise : le texte légal porte "straffen voorzien ...".

Note de bas de page :

Article 107 : article 97 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 52 de la loi du 5 juillet 1957 et par l'article 72 de la loi du 8 mars 1962.

Article 108.

Note de bas de page :

Article 108 : article 98 de la loi du 15 juin 1951.

Chapitre XIII.

Note de bas de page :

Intitulé : article 55 de la loi du 8 mars 1962.

Article 109.

Note de bas de page :

Article 109 : article 56 de la loi du 8 mars 1962.

.../...

Article 110.

Note de bas de page :
Article 110 : article 57 de la loi du 8 mars 1962.

Article 111.

Version française : supprimer la virgule après le mot "libérés" et après les mots "protection civile".

Note de bas de page :
Article 111 : article 58 de la loi du 8 mars 1962.

Article 112.

Note de bas de page :
Article 112 : article 59 de la loi du 8 mars 1962.

Article 113.

Note de bas de page :
Article 113 : article 60 de la loi du 8 mars 1962.

Article 114.

Note de bas de page :
Article 114 : article 61 de la loi du 8 mars 1962.

.../...

Article 115.

Note de bas de page :
Article 115 : article 62 de la loi du 8 mars 1962.

Article 116.

§ 4, version néerlandaise : le texte légal porte une virgule après "artikel 111".

Note de bas de page :
Article 116 : article 63 de la loi du 8 mars 1962.

Article 117.

Note de bas de page :
Article 117 : article 64 de la loi du 8 mars 1962.

Article 118.

§ 1er, version française : le texte légal porte "Garde Territoriale Antiaérienne".

§ 3, alinéa 1er, version néerlandaise : le texte légal porte une virgule après le mot "contingent".

§ 3, alinéa 2, version française : le texte légal porte "Gouverneur de province".

.../...

Il est à noter que l'article 118, § 3, dispose "in fine" du dernier alinéa que la demande de sursis ou de dispense des inscrits plus amplement désignés à l'alinéa premier du § 3, doit être introduite dans les six mois de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Cette disposition a été reprise de l'article 74, § 3, de la loi du 8 mars 1962, qui, à ce jour, n'a pas encore été publiée.

Les mots "de la présente loi" doivent être remplacés par "... de la loi du 8 mars 1962...".

Note de bas de page :

Article 118 : article 102 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 74 de la loi du 8 mars 1962.

Article 119.

Version néerlandaise : le texte légal porte une virgule après le mot "regelen".

Note de bas de page :

Article 119 : article 103 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 75 de la loi du 8 mars 1962.

Article 120.

Version française : supprimer la virgule après "antérieure à la loi du 15 juin 1951".

.../...

Version néerlandaise : le texte légal porte une virgule après "van de wet van 15 juni 1951".

Note de bas de page :
Article 120 :article 104 de la loi du 15 juin 1951.

Les notes de bas de page doivent être complétées comme suit :

"Ne sont pas repris dans la coordination :

1° Lois du 15 juin 1951 :

Article 106 ... (Cet article n'a pas été mentionné ni dans la coordination de 1957, ni dans les notes non reprises dans la coordination. Mais il semble utile de le mentionner).

Article 107 ...

Article 108 ...

2° Loi du 5 juillet 1957 :

Article 15 ...

Article 54 ...

3° Arrêté royal du 31 janvier 1961 :

Article 1er, alinéa 2 ...

.../...

4° Loi du 21 juin 1961 :

Article 4 ...

5° Loi du 8 mars 1962 :

Article 54 : l'article 96 (des lois sur la milice, coordonnées le 2 septembre 1957) est abrogé.

Article 73 : les titres ... du chapitre XI (des lois sur la milice, coordonnées le 2 septembre 1957) sont abrogés.

Article 76 : les articles 112 et 113 (des lois sur la milice, coordonnées le 2 septembre 1957) sont abrogés.

Article 77 ...

Het voor advies aan de Raad van State voorgelegde ontwerp strekt ertoe, de bepalingen van de dienstplichtwet van 15 juni 1951 en de wetten die ze later hebben gewijzigd, opnieuw te coördineren.

Bij het ontwerp zijn de volgende opmerkingen te maken.

A. Artikel 1 van het coördinatiebesluit.

De coördinatie moet worden gedaan op basis van de oorspronkelijke teksten en niet van een vorige coördinatie. Een coördinatie bij koninklijk besluit heeft op zichzelf immers nooit hetzelfde gezag als de wetsbepalingen die het onderwerp van de coördinatie zijn.

De oorspronkelijke teksten, die op 2 september 1957 gecoördineerd zijn, zijn bovendien na die datum herhaaldelijk gewijzigd en de Raad van State moet thans noodzakelijk met die wijzigingen rekening houden. Ondanks de verwijzingen van deze wijzigingswetten naar de gecoördineerde teksten, zullen de ingevoerde wijzigingen uiteraard de wetsbepalingen zelf hebben beïnvloed. In artikel 1 van het coördinatiebesluit zowel als in de voetnoten moet dus naar die eventueel gewijzigde teksten worden verwezen zonder rekening te houden met de coördinatie van 2 september 1957.

.../...

Dat artikel 1 moet dus worden gelezen als volgt :

"Artikel 1.-

De geldende bepalingen van de wet van 13 juni 1951 betreffende de dienstplicht, met uitzondering van de artikelen 99 en 100, gewijzigd bij de wetten van 5 juli 1957 en 16 augustus 1958, bij het koninklijk besluit van 31 januari 1961 en bij de wetten van 21 juni 1961 en 8 maart 1962,worden gecoördineerd overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tekst".

B. Artikel 2 van het coördinatiebesluit.

Dit artikel moet uit het ontwerp-besluit worden gelicht en in een afzonderlijk koninklijk besluit worden opgenomen, hetwelk moet worden bekendgemaakt samen met de wet welke het in werking stelt en uiterlijk samen met het coördinatiebesluit.

EIGENLIJKE COORDINATIE.

Voorafgaande opmerkingen.

1. De wet welke de Regering opgeeft als de wet van 8 maart 1962, is nog niet bekendgemaakt. Volgens de brief waarbij de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt het ontwerp aan de Raad van State voorlegt, zal de bekend te maken tekst dezelfde zijn als die van het gedrukt stuk nr 74 van de Senaat, zitting 1961-1962.

.../...

De opmerkingen welke de Raad van State hierna zal maken, gaan ervan uit dat de tekst, die zal worden bekendgemaakt, en die van het zoëven genoemde stuk identiek dezelfde zijn en ook dat de wet van 8 maart 1962 zal zijn bekendgemaakt op het ogenblik van de bekendmaking der coördinatie.

Het procédé dat erin bestaat een coördinatieontwerp op te maken en voor onderzoek aan de Raad van State voor te leggen betreffende teksten waarvan sommige nog niet officieel bekend zijn, is niet aan te bevelen ; het kan tot moeilijkheden leiden indien de bekendgemaakte tekst niet volstrekt dezelfde is als die waarover de Raad van State om advies werd verzocht.

2. Aangezien de coördinatie moet geschieden aan de hand van de originele teksten, heeft de Raad van State die teksten en niet die van de vorige coördinatie in aanmerking genomen.

Artikel 1.

Vijfde lid (typografisch) Nederlands :

De wettekst zegt "Lichtingsterkte" en niet "Sterkte van het contingent" , "tot vervulling van de werkelijke dienst" en niet "tot vervulling van de militaire dienst".

Deze wijzigingen zijn door de coördinatie van 2 september 1957 aangebracht en in voetnoot vermeld, zonder andere verantwoording. Dezelfde voetnoeten moeten in de onderhavige coördinatie worden overgenomen.

.../...

Zesde lid, Nederlands : na het woord "dienstplichtige" staat in de wettekst geen komma.

Negende en tiende lid, Frans : de wettekst zegt : "à une levée" en niet "à la levée".

In hetzelfde tiende lid staat geen komma na "physiques".

Tiende lid, Nederlands : de wettekst zegt "een volgende" en niet "de volgende".

Dertiende lid: luidens de wet van 8 maart 1962 die deze bepaling invoert, zou zij het laatste lid van het artikel moeten vormen. Haar logische plaats is die, welke zij in het ontwerp heeft.

Voetnoot :

Artikel 1 : artikel 1 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 5 juli 1957 en bij artikel 1 van de wet van 8 maart 1962.

In afzonderlijke voetnoot : de voetnoten 1 en 2 bij artikel 1 van de coördinatie van 1957.

Hoofdstuk II : opschrift gewijzigd bij de wet van 8 maart 1962, artikel 2.

Artikel 2.

§ 2, Nederlands : de woorden "wegens lichamelijke ongeschiktheid" schrappen (artikel 3 van de wet van 8 maart 1962).

.../...

§ 4, Nederlands : in het ontwerp ontbreekt "militaire" vóór het woord "dienst", dat in de wettekst staat.

§ 5, Frans : in de wettekst staat een komma na het woord "paix".

Voetnoot :

Artikel 2 : artikel 2 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 3.

§ 3, Frans : de komma na "tenu" schrappen.

§ 5, Frans : in de wettekst staat geen komma na "la levée".

Voetnoot :

Artikel 3 : artikel 3 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 4.

§ 3, Nederlands : de wettekst zegt "belanghebbende" ; de coördinatie van 2 september 1957 heeft de term "betrokkene" ingevoerd. De wet van 8 maart 1962 gebruikt opnieuw de term "belanghebbende". In andere artikelen heeft de wetgever van 1962 het niet nodig geacht, die term opnieuw te gebruiken.

.../...

§ 4, Nederlands : zesde regel, na "telken jare" staat in de wettekst geen komma.

Voetnoot :

Artikel 4 : artikel 4 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 5 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 5.

Voetnoot :

Artikel 5 : artikel 5 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 6.

§ 2, Frans : de wettekst zegt "au-delà" en niet "au delà".

§ 2, Nederlands : de wettekst zegt "30e" in plaats van "30".

Voetnoot :

Artikel 6 : artikel 6 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 7.

§ 3, Nederlands : aan het slot van het eerste lid zegt de wettekst (artikel 6 van de wet van 8 maart 1962) : "Hij wordt evenwel in het buitenland onder dezelfde voorwaarden als de ingeschrevenen gekeurd". De tekst van de coördinatie moet dus met de wettekst in overeenstemming worden gebracht.

.../...

§ 3, derde lid, Nederlands : in de wettekst staat geen komma na "afkeuring".

Voetnoot :

Artikel 7 : artikel 7 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 5 juli 1957 en bij artikel 6 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 8.

Nederlands , tiende regel : in de wettekst staat geen komma na "lichtingen". Op te merken valt, dat de coördinatie in artikel 8 de term "van de Minister van Afrikaanse Zaken" overneemt, welke is ontleend aan artikel 7 van de wet van 8 maart 1962.

Voetnoot :

Artikel 8 : artikel 8 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 7 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 9.

Voetnoot :

Artikel 9 : artikel 9 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 10.

§ 1, 1°, derde lid, Nederlands : in de wettekst staat geen komma na "frank". In het derde deel van de opsomming in hetzelfde derde lid staat in de wettekst "of van het bedrag", en niet "of met het bedrag". In dezelfde bepaling zegt de Franse wettekst : "francs" en niet "frs" en de Nederlandse wettekst "frank" in plaats van "fr".

§ 1, 1°, zesde lid, Nederlands : in de wettekst staat een komma na "kalenderjaar".

§ 1, 1°, achtste lid, Nederlands: in de wettekst staat een komma na "lopende jaar".

§ 1, 1°, tiende lid, Nederlands : de wettekst zegt "de wetten omtrent de inkomstenbelastingen" en niet "de wetten op de inkomstenbelastingen".

§ 1, 5°, in fine, Frans en Nederlands : men vergange de kommapunt door een punt.

§ 1, 7°, Nederlands : in de wettekst staat een komma na "rekening".

§ 4, 4°, Nederlands : de wettekst zegt "voor de ingeschrevenen die" en niet "voor ingeschrevenen, die".

§ 4, 4°, Nederlands en Frans : men vervange de punt door een kommapunt.

§ 4, 5°, Frans : in de wettekst staat een komma na "étranger".

Nederlands : in de wettekst staat geen komma na "buitenland".

Voetnoot :

Artikel 10 : artikel 10 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 5 van de wet van 5 juli 1957, bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 31 januari 1961 en bij artikel 8 van de wet van 8 maart 1962.

.../...

Artikel 11.

§ 1, Nederlands : de wettekst zegt "der aanvragen" en niet "van de aanvragen". Men schrappe de komma na "om uitstel" en plaatse een komma na "werkelijke dienst" en na "buitengewoon uitstel".

Voetnoot :

Artikel 11 : artikel 11 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 6 van de wet van 5 juli 1957, gewijzigd bij artikel 9 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 12.

§ 1, Frans : men schrappe de komma na "de paix et suit" en na "militaires".

Nederlands : in de wettekst staat een komma na "en wordt".

§ 1, 1°, Frans : men schrappe de komma na "cinq ans au moins".

§ 1, 1°, Nederlands : men schrappe de komma na "De ingeschrevene" en na "ten minste vijf jaar". Anderzijds zegt de wettekst "zijn werkelijke of gewone" en niet "zijn werkelijke en gewone".

§ 1, 2°, Nederlands : in de wettekst staat een komma na "uitsteltermijnen en die", "van zijn aanvraag", en "de voorwaarden". Men vervange de punt door een kommapunt.

.../...

§ 1, 3°, Nederlands : in fine, de punt vervangen door een kommapunt.

§ 1, 5°, tweede lid, Nederlands : de komma schrappen na "of lichaamsgebrek".

§ 1, 7°, Nederlands : de komma schrappen na "zijn leeftijd".

§ 3, eerste lid, Nederlands : men schrappe het verbindingsteken na "dienstplichtige".

Anderzijds zegt de wettekst "zijnde broeder reeds om" en niet "zijnde broeder om".

Voetnoot :

Artikel 12 : artikel 12 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 10 van de wet van 8 maart 1962.

Afdeling V.

Voetnoot : opschrift : artikel 11 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 13.

Eerste lid, Frans : de komma na "4°" moet na "normaux" staan.

Zelfde lid, Nederlands : in de wettekst staat een komma na "uitstel".

Voetnoot :

Artikel 13 : artikel 13 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 11 van de wet van 8 maart 1962.

.../...

Artikel 14.

§ 1, eerste lid, Nederlands : de komma na "dienstplichtige" schrappen.

§ 2, eerste lid, Nederlands : in de wettekst staat een komma na "afgekeurd".

§ 2, tweede lid, Nederlands : in de wettekst staat het woord "tot" niet na "vrijstelling of ...".

§ 3, Nederlands : in de wettekst staat "gebreken" en niet "lichaamsgebreken". Het woord "lichaamsgebreken" in § 3 is er ingevoegd door de coördinatie van 2 september 1957.

Voetnoot :

Artikel 14 : artikel 14, §§ 1, 2 en 3, eerste lid, van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 12 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 15.

§ 1, 1°, Frans : de komma na "renvoyé de l'armée" schrappen.

§ 1, 3°, Nederlands : in de wettekst staat een komma na "wanbedrijven".

In hetzelfde lid staat in de wettekst "voorzien onder" en niet "omschreven bij". Deze laatste term is de gangbare.

.../...

§ 3, twaalfde regel, Nederlands : de komma na "gemaakt" schrappen.

Voetnoot :
Artikel 15 : artikel 15 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 13 van de wet van 8 maart 1962.

Afdeling VII.

Voetnoot :
Opschrift : artikel 14 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 16.

§ 1, Frans : de komma's na "ci-après" en na "mois" schrappen.

§ 1, na het eerste deel van het eerste lid plaatse men in beide versies een dubbele punt.

§ 1, 1°, Frans : de punt na "l'Europe" door een kommapunt vervangen.

Voetnoot :
Artikel 16 : artikel 16 van de wet van 15 juni 1961, vervangen door artikel 1 van de wet van 21 juni 1961.

Artikel 17.

Voetnoot :
Artikel 17 : artikel 17 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 11 van de wet van 5 juli 1957 en bij artikel 15 van de wet van 8 maart 1962.

.../...

Artikel 18.

Voetnoot :

Artikel 18 : artikel 18 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 19.

Voetnoot :

Artikel 19 : artikel 19 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 20.

§ 2, Frans : de komma na "physique" schrappen.

§ 2, Nederlands : de wettekst zegt "gebrekkigheden" en niet "lichaamsgebreken". Voorgesteld wordt, de term van de coördinatie te behouden met verwijzing in de voetnoot.

§ 3, eerste lid, Frans : de komma's na "délais" op de vierde regel en na "déjà" op de achtste regel, schrappen.

In de wettekst staat bovendien een komma na "invoque" op de tiende regel.

.../...

§ 3, eerste lid, Nederlands : het woord "aanvoert", dat na "redenen" staat, moet na "militierechtscolleges" komen.

Voetnoot :

Artikel 20 : artikel 20 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 12 van de wet van 5 juli 1957 en bij artikel 16 van de wet van 8 maart 1962.

(1) In het Nederlands zegt de wettekst : "gebrekkigheden".

Artikel 21.

§ 1, Nederlands : de komma na "bemiddeling" schrappen.

Voetnoot :

Artikel 21 : artikel 21 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 17 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 22.

Voetnoot :

Artikel 22 : artikel 22 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 18 van de wet van 8 maart 1962.

.../...

Artikel 23.

Nederlands : na "aangewezen" zegt de wettekst "tenzij" en niet "hetzij".

Voetnoot :

Artikel 23 : artikel 23 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 14 van de wet van 5 juli 1957, gewijzigd bij artikel 19 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 24.

§ 3, Frans : na "Le président et" staat in de wettekst "ses suppléants" en niet "les suppléants".

Voetnoot :

Artikel 24 : artikel 25 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 20 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 25.

Voetnoot :

Artikel 25 : artikel 26 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 21 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 26.

Voetnoot :

Artikel 26 : artikel 27 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 17 van de wet van 5 juli 1957, gewijzigd bij artikel 22 van de wet van 8 maart 1962.

.../...

Artikel 27.

Voetnoot :
Artikel 27 : artikel 28 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 28.

§ 1, derde lid, Nederlands : de komma na "afwijzen" schrappen.

§ 3, eerste lid, Nederlands : in de wettekst staat een komma na "gezinslid".

§ 3, tweede lid, Frans : in de wettekst staat een komma na "probité".

In hetzelfde lid, Nederlands, staat in de wettekst een komma na "geweten" en na "vervullen".

Voetnoot :
Artikel 28 : artikel 29 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 18 van de wet van 5 juli 1957, gewijzigd bij artikel 23 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 29.

§ 1, Frans : na "président" de punt vervangen door een kommapunt.

§ 1, Nederlands : in de wettekst staat een komma na "militieraad".

Voetnoot :
Artikel 29 : artikel 30 van de wet van 15 juni 1951.

.../...

Artikel 30.

Nederlands : het woord "hoger" na "... neemt kennis van het ..." staat niet in de wettekst. In de voetnoot zou moeten worden gezegd, dat de term "beroep", ter wille van een eenvormige terminologie, vervangen is door "hoger beroep".

Voetnoot :

Artikel 30 : artikel 31 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 19 van de wet van 5 juli 1957.

Artikel 31.

Voetnoot :

Artikel 31 : artikel 32 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 20 van de wet van 5 juli 1957.

Artikel 32.

Eerste volzin, Nederlands : men plaatse een komma na "te zijn".

In 1°, Nederlands : "de naam, de voornamen" en niet "de namen, voornamen".

In 4° : zegt de wettekst "sous pli recommandé" en "per aangetekend schrijven".

Voetnoot :

Artikel 32 : artikel 33 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 21 van de wet van 5 juli 1957 en bij artikel 24 van de wet van 8 maart 1962.

.../...

Artikel 33.

§ 2, Nederlands : de wettekst zegt "mag de in artikel 32 voorziene".

Voetnoot :

Artikel 33 : artikel 34 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 25 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 34.

Voetnoot :

Artikel 34 : artikel 35 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 35.

Voetnoot :

Artikel 35 : artikel 36 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 22 van de wet van 5 juli 1957.

Artikel 36.

Voetnoot :

Artikel 36 : artikel 37 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 37.

§ 2, Frans : er moet geen komma staan na de woorden "expertise médicale".

§ 2, Nederlands : na "artikel 28" moet een komma staan.

§ 3, Frans : na "ou la dispense" moet een komma staan.

§ 3, Nederlands : de wettekst zegt "als voorzien bij artikel 28, § 4, slechts".

§ 4, Frans : de komma na "introduit la demande" schrappen.

Voetnoot :

Artikel 37 : artikel 38 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 26 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 38.

Voetnoot :

Artikel 38 : artikel 39 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 27 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 39.

2°, Nederlands : de komma na "en selectiecentrum" en na "ongeschikt" schrappen.

Voetnoot :

Artikel 39 : artikel 40 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 28 van de wet van 8 maart 1962.

.../...

Artikel 40.

Tweede lid, Nederlands : de wettekst zegt "van de na verbreking".

Voetnoot :
Artikel 40 : artikel 41 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 41.

Voetnoot :
Artikel 41 : artikel 42 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 42.

Eerste lid, Nederlands : er moet een komma staan na "de twee geneesheren".

Tweede lid, Nederlands : er moet een komma staan na "of de manschappen".

Voetnoot:
Artikel 42 : artikel 43 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 43.

Frans : men leze "demande rejetée" in het enkelvoud, zoals in artikel 29 van de wet van 8 maart 1962.

Voetnoot :
Artikel 43 : artikel 44 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 29 van de wet van 8 maart 1962.

.../...

Artikel 44.

Eerste lid, Nederlands : de wettekst zegt "gevallen, voorzien in 1° en 2° van artikel 39, wordt". Bovendien moet na de woorden "stukken overleggen" een komma staan.

Tweede lid, Nederlands : er moet een komma staan na "in het buitenland" en een na "artikel 46".

Voetnoot :

Artikel 44 : artikel 45 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 30 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 45.

§ 1, Nederlands : er moet een komma staan na "§ 3".

§ 2, Nederlands : de wettekst zegt "artikel 42 voorzien".

§ 3, Frans : er moet een komma staan na "l'expert médical".

Voetnoot :

Artikel 45 : artikel 46 van de wet van 15 juni 1951.

.../...

Artikel 46.

§ 6, Nederlands : er moet een komma staan na "de keuring".

Voetnoot :
Artikel 46 : artikel 47 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 31 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 47.

§ 1, Nederlands : er moet een komma staan na "of lichaamsgebrek".

§ 2, eerste lid, Nederlands : er moet een komma staan na "de zittijd".

§ 3, eerste lid, Nederlands : de komma na "land verblijft" schrappen en plaatsen na "en". Bovendien moet er een komma staan na "§ 2".

Voetnoot :
Artikel 47 : artikel 48 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 32 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 48.

Voetnoot :
Artikel 48 : artikel 49 van de wet van 15 juni 1951.

.../...

Artikel 49.

Eerste lid, Frans : de wettekst zegt "imposés" en niet "imposée".

Tweede lid, Nederlands : de komma na "§ 1" schrappen.

Voetnoot :

Artikel 49 : artikel 50 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 33 van de wet van 8 maart 1962.

Afdeling V. Nederlands : de wettekst zegt "in verbreking" en niet "in cassatie". Een voetnoot zou er moeten op wijzen dat de term "verbreking" ter wille van een eenvormige terminologie vervangen is door "cassatie". Dezelfde opmerking geldt ook voor de volgende artikelen.

Artikel 50.

Voetnoot :

Artikel 50 : artikel 51 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 51.

Voetnoot :

Artikel 51 : artikel 52 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 25 van de wet van 5 juli 1957 en bij artikel 34 van de wet van 8 maart 1962.

.../...

Artikel 52.

Er moet een komma staan na "Binnenlandse Zaken".

Voetnoot :

Artikel 52 : artikel 53 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 53.

Er moet een komma staan na "herkeuringsraad" en na "beslissing".

Voetnoot :

Artikel 53 : artikel 54 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 54.

Eerste lid, Nederlands : er moet een komma staan na de woorden "van nietigheid".

Voetnoot :

Artikel 54 : artikel 54 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 36 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 55.

Voetnoot :

Artikel 55 : artikel 56, §§ 1 en 2, van de wet van 15 juni 1951.

.../...

Artikel 56.

Voetnoot :
Artikel 56 : artikel 56, § 3,van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 57.

Eerste lid, Nederlands : er moet een komma staan na "militaire wetten".

Voetnoot :
Artikel 57 : artikel 57 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 58.

§ 2, Nederlands : er moet een punt staan na "selectieproeven".

§ 3, Nederlands : er moet een komma staan na "gestelde dag". De komma na "aanmeldt" moet worden geschrapt.

Voetnoot :
Artikel 58, §§ 1 en 2 : artikel 58 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 27 van de wet van 5 juli 1957.
Artikel 58, § 3 : artikel 65 van de wet van 15 juni 1951.

.../...

Artikel 59.

§ 1, eerste lid, Nederlands : de wettekst zegt "De geneesheer die aan het hoofd staat van ..." en niet "De geneesheer, hoofd van de ...".

In hetzelfde lid staat in de wettekst een komma na "dienstplichtigen".

Voetnoot :

Artikel 59 : artikel 59 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 60.

Frans : de komma na "médecin" schrappen.

Nederlands : de komma na "geneesheer" schrappen.

Voetnoot :

Artikel 60 : artikel 60 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 37 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 61.

Voetnoot :

Artikel 61 : artikel 61 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 38 van de wet van 8 maart 1962.

.../...

Artikel 62.

Voetnoot :

Artikel 62 : artikel 62 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 39 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 63.

§ 2, Frans : de komma na "garnison" moet na "éventuellement" komen.

Aan het slot van dezelfde paragraaf zegt de wettekst "au centre de sélection" en niet "au centre de recrutement et de sélection". Op te merken valt, dat er gemis van overeenstemming is tussen de Franse versie en de Nederlandse, waar de wettekst zegt : "... in het recruterings- en selectiecentrum". Voorgesteld wordt, de tekst van het coördinatieontwerp te behouden met verwijzing naar een voetnoot (1).

§ 2, Nederlands : de wettekst zegt "instructieperiode" en niet "opleidingsperiode".

§ 3, 1°, Nederlands : de punt na "erediensten" vervangen door een kommapunt.

Voetnoot :

Artikel 63 : artikel 63 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 29 van de wet van 5 juli 1957, bij artikel 2 van de wet van 21 juni 1961 en artikel 40 van de wet van 8 maart 1962.

(1). De wettekst zegt "au centre de sélection".

.../...

Artikel 64.

Voetnoot :

Artikel 64 : artikel 64 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 65.

§ 1, 1°, Frans : na het eerste gedeelte van de opsomming moet een kommapunt staan.

§ 2, Nederlands : in de wettekst staat een komma na "dienstplichtige".

Voetnoot :

Artikel 65 : artikel 66 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 41 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 66.

§ 1, eerste lid, Nederlands : de wettekst zegt "diensttijd" en niet "diensttermijn".

§ 1, derde lid, Nederlands : de komma na "voorzien" schrappen.

§ 1, vierde lid, Nederlands : de komma na "maanden" schrappen.

§ 2, Frans : de komma na "intéressé" schrappen.

.../...

§ 2, 1°, Nederlands : in de wettekst staat een komma na "artikel 58, § 1".

§ 2, 2°, Nederlands : in de wettekst staat een komma na "dienstplichtige".

De aanhalingstekens in fine van 2°, Nederlands, schrappen.

Voetnoot :

Artikel 66 : artikel 67 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 16 augustus 1958 en bij artikel 42 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 67.

Voetnoot :

Artikel 67 : artikel 68, eerste lid, van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 31 van de wet van 5 juli 1957 en bij artikel 43 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 68.

Frans : de komma na "les militaires qui" schrappen.

Nederlands : de komma na "de militairen die" schrappen en er een plaatsen na "artikel 63, § 3 ...".

Voetnoot :

Artikel 68 : artikel 68, tweede lid, van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 32 van de wet van 5 juli 1957.

.../...

Artikel 69.

Frans : de komma na "la qualité de militaire" schrappen.

Voetnoot :

Artikel 69 : artikel 69 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 34 van de wet van 5 juli 1957.

Artikel 70.

Eerste lid, Nederlands : de wettekst zegt "Na het verstrijken van de termijn van de werkelijke dienst en van ..." en niet "Na het verstrijken van de werkelijke diensttermijn en van ...".

Tweede lid, Frans : de komma na "dans ce cas" schrappen.

Nederlands, in fine : de wettekst zegt "van het Parlement" en niet "... Kamers".

Derde lid, in fine, Frans : de wettekst zegt "... dès que son état de santé le permet ...". De tekst van het coördinatieontwerp moet worden aangevuld.

Derde lid, Nederlands : de wettekst zegt "Ziekenhuis".

Voetnoot :

Artikel 70 : artikel 70 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 35 van de wet van 5 juli 1957, gewijzigd bij artikel 45 van de wet van 8 maart 1962.

.../...

Artikel 71.

§ 1, Nederlands : de wettekst zegt "van de termijn van de werkelijke dienst".

§ 2, Nederlands : er moet een kommapunt staan na "militaire gevangenis".

Voetnoot :

Artikel 71 : artikel 71 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 35 van de wet van 5 juli 1957 en gewijzigd bij artikel 46 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 72.

§ 1, 2°, eerste lid, Nederlands : de wettekst zegt "Tijdens de werkelijke dienst mogen" en niet "Tijdens de werkelijke diensttermijn mogen".

§ 1, 2°, tweede lid, Frans en Nederlands : aan het slot van dit lid moet een kommapunt staan.

§ 1, 4°, tweede lid, Nederlands : er moet een komma staan na "in 3° en 4°".

§ 3, Nederlands : de komma na "schorsen" schrappen.

Voetnoot :

Artikel 72 : artikel 72 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 37 van de wet van 5 juli 1957 en gewijzigd bij artikel 47 van de wet van 8 maart 1962.

.../...

Artikel 73.

Voetnoot :

Artikel 73 : artikel 73 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 38 van de wet van 5 juli 1957.

Artikel 74.

Nederlands : er moet een komma staan na "omstandigheden".

Voetnoot :

Artikel 74 : artikel 74 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 75.

Voetnoot :

Artikel 75 : artikel 75 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 76.

§ 1, eerste lid, Nederlands : er moet een komma staan na "de maatregelen".

§ 1, tweede lid, Nederlands : de komma na "verlenen" schrappen.

§ 2, Nederlands : de komma na "deelnemen" schrappen.

Voetnoot :

Artikel 76 : artikel 76 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 39 van de wet van 5 juli 1957.

.../...

Hoofdstuk VIII.

Voetnoot : Opschrift : artikel 48 van de wet van 8 maart 1962. De verwijzing (1) in dit ontwerp moet worden behouden.

Artikel 77.

Eerste lid, Nederlands : er moet een komma staan na "In vredestijd".

Tweede lid, Nederlands : er moet een komma staan na "van aanneming".

Voetnoot :
Artikel 77 : artikel 77 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 78.

Eerste lid, Nederlands : de wettekst zegt "een nieuwe dienstverbintenis" en niet "een wederdienstneming".

Tweede lid, Frans : de wettekst zegt "et des rappelés" en niet "et des rappels".

Tweede lid, Nederlands : de wettekst zegt "ontslagen" en niet "afgedankt".

Voetnoot :
Artikel 78 : artikel 78 van de wet van 15 juni 1951.

.../...

Artikel 79.

§ 1, derde lid, Nederlands : de wettekst zegt "diensttijd" en niet "diensttermijn".

§ 2, Nederlands : de wettekst zegt "100.000 frank" en niet "100.000 fr".

Voetnoot :

Artikel 79 : artikel 79 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 16 augustus 1958 en bij artikel 49 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 80.

§ 2, Frans : de wettekst zegt "prévu à l'article 78, alinéa 1er, et" en niet "prévu à l'alinéa 1er de l'article 78 et".

§ 2, Nederlands : er moet een komma staan na "diensttermijn".

Voetnoot :

Artikel 80 : artikel 80 van de wet van 15 juni 1961.

Artikel 81.

Voetnoot :

Artikel 81 : artikel 81 van de wet van 15 juni 1951.

.../...

Artikel 82.

Eerste lid, Nederlands : de komma na "vijftien dagen" schrappen.

Tweede lid, Nederlands : er moet een kommapunt staan na "mag bedragen".

Voetnoot :
Artikel 82 : artikel 82 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 83.

Eerste lid, Nederlands : er moet een komma staan na "genomen of de klasse".

Derde lid, Frans : er moet een komma staan na "pour inaptitude physique".

Vierde lid, Frans : de komma na "candidat sous-officier auxiliaire" schrappen.

Voetnoot :
Artikel 83 : artikel 83 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 50 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 84.

Frans : er moet een komma staan na "pendant dix ans".

Voetnoot :
Artikel 84 : artikel 84 van de wet van 15 juni 1951.

.../...

Artikel 85.

Voetnoot :
Artikel 85 : artikel 85 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 86.

Eerste lid, Nederlands : er moet een komma staan na "militieverplichtingen". Bovendien zegt de wettekst "de in krijgsdienst" en niet "de in onder de wapenen".

Derde lid, Nederlands : de komma na "ontslagen" schrappen.

Voetnoot :
Artikel 86 : artikel 86 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 51 van de wet van 8 maart 1962.

Hoofdstuk IX. Opschrift : artikel 52 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 87.

§ 1, eerste volzin, Frans : aan het slot moet een dubbele punt staan.

.../...

§ 1, a, eerste lid : op de tekst moet een verwijzing naar een voetnoot (1) volgen.

§ 1, a, b, c (typografisch): aan het slot van deze alinea's staat een punt.Bovendien moet een komma staan na "ir leven" en "dezer kinderen".

§ 1, tweede lid, Frans:"aus" vervangen door "aux".

§ 1, tweede lid, 6°, Nederlands, in fine, moet een punt staan.

§ 5, tweede lid, Frans : de komma na "le plus âgé" schrappen.

§ 7, eerste lid, Frans : de komma na "Annuellement" schrappen.

§ 8, Frans en Nederlands : de komma's schrappen.

§ 9, tweede lid : er moet een komma staan na "vijftien dagen".

Voetnoot :

Artikel 87 : artikel 86bis van de wet van 15 juni 1951, ingevoegd door artikel 44 van de wet van 5 juli 1957, vervangen door artikel 52 van de wet van 8 maart 1962.

(1) Het speciaal contingent is opgeheven door de wet van 8 maart 1962.

.../...

Hoofdstuk X.

Voetnoot :
Opschrift : artikel 45 van de wet van 5 juli 1957.

Artikel 88.

Eerste lid, eerste volzin, Nederlands : er moet een komma staan na "De vrouwen".

Eerste lid, 1°, Nederlands : de wettekst zegt "van goed gedrag en zeden zijn". Juister is "van goed zedelijk gedrag zijn".

Tweede lid, 2°, tweede volzin, Frans : er moet een komma staan na "ou de l'adoptant"; in het Nederlands de komma na "moeder of voogd" schrappen en er een plaatsen na "en 3e lid".

Voetnoot :
Artikel 88 : artikel 86ter van de wet van 15 juni 1951, ingevoegd door artikel 45 van de wet van 5 juli 1957.

Artikel 89.

Tweede lid, Nederlands : de wettekst zegt "dienstverbintenis", "opgezegd" en "belanghebbende".

Voetnoot :
Artikel 89 : artikel 86quater van de wet van 15 juni 1951, ingevoegd door artikel 45 van de wet van 5 juli 1957.

.../...

Artikel 90.

Voetnoot :

Artikel 90 : artikel 86quinquies van de wet van 15 juni 1951, ingevoegd door artikel 45 van de wet van 5 juli 1957.

Artikel 91.

Eerste lid, Frans : de komma na "non combattantes" schrappen.

Voetnoot :

Artikel 91 : artikel 86sexies van de wet van 15 juni 1951, ingevoegd door artikel 45 van de wet van 5 juli 1957.

Artikel 92.

Voetnoot :

Artikel 92 : artikel 86septies van de wet van 15 juni 1951, ingevoegd door artikel 45 van de wet van 5 juli 1957.

Artikel 93.

Voetnoot :

Artikel 93 : artikel 86octies van de wet van 15 juni 1951, ingevoegd door artikel 45 van de wet van 5 juli 1957.

Artikel 94.

Voetnoot :

Artikel 94 : artikel 86nonies van de wet van 15 juni 1951, ingevoegd door artikel 45 van de wet van 5 juli 1957.

.../...

Artikel 95.

Voetnoot :

Artikel 95 : artikel 86decies van de wet van 15 juni 1951, ingevoegd door artikel 45 van de wet van 5 juli 1957, vervangen door artikel 53 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 96.

Eerste volzin, Nederlands : aan het slot van deze volzin moet een dubbele punt staan.

2°,Frans : "hostilité" en niet "hostillité".

Voetnoot :

Artikel 96 : artikel 87 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 97.

Tweede lid, Nederlands : de komma na "voor de ontheffingen" schrappen en er een plaatsen na "zijn gebied".

Vijfde lid, Frans : er moet een komma staan na "il est prorogé".

Voetnoot :

Artikel 97 : artikel 88 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 46 van de wet van 5 juli 1957 en bij artikel 65 van de wet van 8 maart 1962.

.../...

Artikel 98.

Voetnoot :

Artikel 98, § 1 : artikel 66 van de wet van 8 maart 1962.
Artikel 98, § 2 : artikel 67 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 99.

Voetnoot :

Artikel 99: artikel 89 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 47 van de wet van 5 juli 1957.

Artikel 100.

Voetnoot :

Artikel 100 : artikel 90 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 101.

Voetnoot :

Artikel 101 : artikel 91 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 68 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 102.

§ 3, Frans : in de wettekst staat een komma na de woorden "... de les faire à personne ou à domicile".

.../...

Op te merken valt, dat § 3, eerste lid, van artikel 102 der wetten betreffende de dienstplicht, gecoördineerd op 2 september 1957 (overeenstemmend met artikel 92 van de wet van 15 juni 1951), vervangen is door artikel 69, a, van de wet van 8 maart 1962.

In het onderhavige coördinatieontwerp is het tweede lid van § 3 van artikel 102 van de gecoördineerde wetten, waarvan de tekst volgt, niet overgenomen :

"Is de woonplaats van de dienstplichtige onbekend, dan worden de kennisgevingen geldig gedaan aan de burgemeester van de militiewoonplaats".

Aangezien de in het eerste lid (nieuw) van § 3 bedoelde gevallen en het geval van het tweede lid niet volkomen gelijk zijn, is het niet zeker dat de wetgever de bepaling van het tweede lid stilzwijgend heeft opgeheven. Het staat de Koning derhalve niet, dit lid als opgeheven te beschouwen; het moet dus in de coördinatie worden overgenomen.

Voetnoot :

Artikel 102 : artikel 92 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 69 van de wet van 8 maart 1962.

.../...

Artikel 103.

Derde lid, Nederlands : de komma na "begeven" schrappen.

Voetnoot :

Artikel 103 : artikel 93 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 49 van de wet van 5 juli 1957.

Artikel 104.

Voetnoot :

Artikel 104 : artikel 94 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 105.

§ 1, 1°, Nederlands : de komma na "hij die" moet na "vergadering" staan.

§ 1, 3°, in fine, Nederlands : de punt vervangen door een kommapunt.

§ 1, 4°, Nederlands : in de wettekst staat een komma na "... bevoegde overheid de, ...".

§ 2, Nederlands : in de wettekst staat een komma na "§ 1, 1° en 2° ...".

Voetnoot :

Artikel 105 : artikel 95 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 70 van de wet van 8 maart 1962.

.../...

Artikel 106.

2°, Nederlands : de wettekst zegt "een vrijstelling , ...". Voor de passus "of aanwijzing voor het speciaal contingent", wordt voorgesteld in de voetnoot te vermelden, dat het speciaal contingent door de wet van 8 maart 1962 is opgeheven (1).

3°, Nederlands : in de wettekst staat "een vrijstelling ...". Wat de passus betreffende het speciaal contingent betreft,zie hiervoren.

Voetnoot :

Artikel 106 : artikel 96 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 51 van de wet van 5 juli 1957 en bij artikel 70 van de wet van 8 maart 1962.

(1) Het speciaal contingent is opgeheven door de wet van 8 maart 1962.

Artikel 107.

§ 1, 1°, eerste lid, Nederlands : de komma schrappen na "De dienstweigeraar die" en na "... niet binnen vijftien dagen ...".

§ 1, 1° : in beide versies moet aan het slot een kommapunt staan.

§ 1, 4°, Frans : in de wettekst staat een komma na "armée".

.../...

Nederlands : in de wettekst staat een komma na "artikel 15, § 4".

§ 2, Nederlands : de wettekst zegt : "straffen voorzien ...".

Voetnoot :

Artikel 107 : artikel 97 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 52 van de wet van 5 juli 1957 en bij artikel 72 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 108.

Voetnoot :

Artikel 108 : artikel 98 van de wet van 15 juni 1951.

Hoofdstuk XIII.

Voetnoot :

Opschrift : artikel 55 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 109.

Voetnoot :

Artikel 109 : artikel 56 van de wet van 8 maart 1962.

.../...

Artikel 110.

Voetnoot :

Artikel 110 : artikel 57 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 111.

Frans : de komma schrappen na "libérés" en na "protection civile".

Voetnoot :

Artikel 111 : artikel 58 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 112.

Voetnoot :

Artikel 112 : artikel 59 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 113.

Voetnoot :

Artikel 113 : artikel 60 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 114.

Voetnoot :

Artikel 114 : artikel 61 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 115.

Voetnoot :
Artikel 115 : artikel 62 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 116.

§ 4, Nederlands : in de wettekst staat een komma na "artikel 111".

Voetnoot :
Artikel 116 : artikel 63 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 117.

Voetnoot :
Artikel 117 : artikel 64 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 118.

§ 1, Frans : de wettekst zegt "Garde Territoriale Antiaérienne".

§ 3, eerste lid, Nederlands : in de wettekst staat een komma na "contingent".

§ 3, tweede lid, Frans : de wettekst zegt : "Gouverneur de province".

.../...

Op te merken valt dat artikel 118, § 3, in fine van het laatste lid bepaalt dat de aanvraag om uitstel of vrijlating van de in het eerste lid van § 3 nader genoemde ingeschrevenen moet worden ingediend binnen zes maanden na de inwerking van deze wet.

Deze bepaling is ontleend aan artikel 74, § 3, van de wet van 8 maart 1962, die tot dusver nog niet bekendgemaakt is.

De woorden "van deze wet" moeten worden vervangen door "... van de wet van 8 maart 1962 ...".

Voetnoot :

Artikel 118 : artikel 102 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 74 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 119.

Nederlands : in de wettekst staat een komma na "regelen".

Voetnoot :

Artikel 119 : artikel 103 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 75 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 120.

Frans : de komma na "antérieure à la loi du 15 juin 1951" schrappen.

.../...

Nederlands : in de wettekst staat een komma na "van de wet van 15 juni 1951".

Voetnoot :

Artikel 120 : artikel 104 van de wet van 15 juni 1951.

De voetnoten moeten worden aangevuld als volgt :

"In de coördinatie zijn niet opgenomen :

1° Wet van 15 juin 1951 :

Artikel 106 ... (Dit artikel komt niet voor in de coördinatie van 1957, noch in de voetnoten die niet in de coördinatie zijn opgenomen. Het lijkt echter nuttig het te vermelden).

Artikel 107 ...

Artikel 108 ...

2° Wet van 5 juli 1957 :

Artikel 15 ...
Artikel 54 ...

3° Koninklijk besluit van 31 januari 1961 :

Artikel 1, tweede lid ...

.../...

4° Wet van 21 juni 1961 :

Artikel 4 ...

5° Wet van 8 maart 1962 :

Artikel 54 : artikel 96 (van de wetten betreffende de dienstplicht , gecoördineerd op 2 september 1957) wordt opgeheven.

Artikel 73 : de titels ... van hoofdstuk XI (van de wette betreffende de dienstplicht, gecoördineerd op 2 september 1957) worden opgeheven.

Artikel 76 : de artikelen 112 en 113 (van de wetten betreffende de dienstplicht, gecoördineerd op 2 september 1957) worden opgeheven.

Artikel 77 ...

---

chambre était composée de / De kamer was samengesteld uit

ssieurs : J.SUETENS, premier président,
Heren : eerste-voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

P.DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J.ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, / adjunct-griffier, — greffier. / griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par J.MASQUELIN, membre dirigeant du Bureau de coordination, et par J.FORTPIED, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.MASQUELIN, leidend lid van het Coördinatiebureau, en door de H.J.FORTPIED, substituut.

GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) C.ROUSSEAUX. (s.) J.SUETENS.